

Lettre de Nouvelles : Un poème de Tabitha

Tabitha, volontaire de réciprocité, effectue sa mission à Colmar au Centre Théodore Monod où elle organise des animations socioculturelles et des activités à destination des jeunes du campus.

Je marche, je roule, je découvre.

Des routes, des visages, des histoires,

Des émotions qui me bousculent,

Des moments simples qui deviennent des souvenirs,

Un voyage qui me change (surtout ma perception sur la vie),

Qui me fait grandir, doucement, sans que je m'en rende compte.

En Allemagne, je dors sous la pluie.

Les gouttes frappent la toile de ma tente.

Il fait froid, ça sent la terre mouillée,

Et pourtant, je souris.

Je me sens vivante, trempée mais libre,

Avec juste mon sac, ma tente et mon courage.

La pluie m'accompagne, elle me parle,

Et je continue, sans râler,

Comme si chaque goutte lavait un peu mes pensées.

Le Mur de Berlin, je l'ai vu.

Je l'ai touché, même.

Les gens autour prenaient des photos, émus,

Moi, je restais là, sans trop savoir quoi ressentir.

Je savais ce qu'il représentait : la peur, la séparation,

Mais pour moi, c'était juste un mur.

Un mur gris, lourd, témoin d'un passé qui n'est pas le mien.

Elle est celle de mon arrière-grand-père,

Celle d'un temps où il a dû fuir ou rester,

Un temps où les murs étaient plus que de la pierre,

Où ils déchiraient les familles, les vies, les rêves.

C'est peut-être son histoire que je porte sans le savoir.

Je me suis senti un peu coupable de ne rien sentir,

Mais parfois, l'histoire ne nous traverse pas de la même
façon.

Et puis, la Pologne.

Le soleil m'a accueilli, fort, presque brutal.

Après des jours de gris, la lumière m'a frappé au cœur.

Les champs étaient vastes, les routes tranquilles,

Et je ne savais pas encore

Que ce pays allait m'émouvoir comme aucun autre.

Auschwitz.

Le nom suffit.

Je n'étais pas prêt.

Le silence m'a pris à la gorge.

Tout semblait calme, trop calme,
Mais derrière chaque mur, chaque pierre,
Je sentais les voix, les pleurs, la peur.

Les baraquements, les barbelés,
Les miradors qui regardent encore le vide,
Et ces rails, droits, sans fin,
Qui mènent là où plus rien ne vit.

J'ai eu les larmes aux yeux,
Pas seulement pour ce qui s'est passé,
Mais parce que je me sentais petite, impuissante,
Face à ce que les hommes ont pu faire.

J'ai marché lentement, sans parler,
Comme si mes pas dérangent les morts ou troublaient leur
repos.

En repartant, je n'étais plus le même.

Je crois que ce voyage m'a appris le respect,
La fragilité, la force du souvenir.
J'ai compris que voyager, ce n'est pas juste voir,
C'est ressentir,
C'est accepter de ne pas tout comprendre,
Mais de ne jamais oublier.

Ensuite, j'ai pris la direction de Marseille.
Une ville qui m'a surpris, sincèrement.
J'ai flâné dans les rues, respiré l'air du sud,
Écouté les sons de la ville.

Et ce que j'ai aimé, c'est que j'étais avec Believe,
Et passer du temps avec elle a ajouté une touche spéciale à ce
moment.

On a exploré la ville, on a ri, on a partagé des petits
instants qui rendent les voyages uniques.

À Marseille, il y avait cette énergie, ce mélange de lumière,
de bruit, de couleurs.

J'ai adoré être là, dans ces rues, avec une personne avec qui
c'était facile de se perdre dans l'instant.

LAWSON-KPAVUVU Latré Tabitha

Télécharger la lettre

Les Jeudis du Défap : Le ministère de la délivrance dans les Églises d'Afrique – Le replay

Le jeudi 6 novembre, le rendez-vous mensuel du Défap accueillait le pasteur Parfait Bénédict Medoumba, membre de l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC) et docteur associé à l'Institut Protestant de Théologie (IPT) de Montpellier. Il y a présenté ses travaux de recherche sur le ministère de la délivrance, un sujet aujourd'hui très présent et parfois controversé dans de nombreuses Églises africaines. Cette rencontre a permis de mieux comprendre l'origine de cette pratique, son évolution dans les communautés chrétiennes, ainsi que les enjeux pastoraux, spirituels et théologiques qu'elle soulève.

Le ministère de la délivrance dans les Églises d'Afrique : réalités, dangers, perspectives

Le ministère de délivrance occupe aujourd'hui une place particulière dans la vie religieuse africaine, notamment au sein des Églises protestantes issues du renouveau charismatique. Selon la commission doctrinale du Renouveau Charismatique Catholique, la délivrance est comprise comme un don du Saint-Esprit, signe de l'abondance de la grâce divine et expression de la présence agissante de Dieu à travers l'Évangile. Partout où la Bonne Nouvelle est annoncée,

affirme-t-on, le Royaume de Dieu répand lumière, paix et guérison.

Cependant, cette vision théologique, héritée de l'Écriture et de la tradition chrétienne, a connu en Afrique une appropriation particulière. Dans la dynamique de ce que certains chercheurs appellent la pentecôtisation du protestantisme africain, la délivrance est progressivement devenue non seulement un ministère parmi d'autres, mais, dans certaines communautés, le cœur même de la vie ecclésiale et la principale raison d'être du culte. Des temples, des salles culturelles et même des maisons traditionnelles ont été transformés en centres de guérison, de prière et d'exorcisme. Certains pasteurs, prophètes et prédicateurs se sont spécialisés dans l'identification des forces du mal et la libération des fidèles. Cette évolution a profondément modifié l'imaginaire religieux africain contemporain.

Une évolution accompagnée de dérives

Or, cette évolution n'est pas sans poser de sérieux questionnements. Plusieurs signes d'inquiétude apparaissent, notamment lorsque les pratiques de délivrance conduisent à la peur, à la culpabilité, à l'isolement familial ou à l'appauvrissement des fidèles. Dans certains cas extrêmes, l'exercice de la délivrance devient une forme d'emprise psychologique qui fait du pasteur le médiateur exclusif entre l'individu et son salut. Des situations dramatiques, telles que le massacre du village de Shakahola au Kenya dirigé par un pasteur-gourou, ont rappelé combien ce terrain peut être fragile et exposé aux dérives.

Une enquête menée récemment au sein de l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC) montre que les demandes de délivrance sont variées : maladies dites inexplicables, chômage prolongé, difficultés conjugales, échecs scolaires, stérilité, addictions, conflits professionnels, blocages économiques ou même impossibilité d'obtenir un visa. Les fidèles interprètent

ces difficultés comme des manifestations d'oppression spirituelle. Les pasteurs, en réponse, mobilisent différentes méthodes : prières avec imposition des mains, séances de jeûne, confessions guidées, récits de miracles de Jésus, mais parfois aussi rites d'inspiration traditionnelle présentés comme compatibles avec l'Évangile. Pour certains croyants, ces pratiques apportent un apaisement réel ; pour d'autres, elles génèrent confusion et inquiétude lorsqu'elles deviennent répétitives, inefficaces ou contradictoires avec la liberté évangélique.

Vers une pratique mieux encadrée

Il apparaît ainsi que la question centrale n'est pas tant de savoir s'il faut supprimer la délivrance – car elle appartient clairement à l'héritage chrétien – mais plutôt de déterminer comment elle doit être pratiquée. La Bible, lorsqu'on l'examine attentivement, présente la délivrance comme une œuvre de Dieu, mais une œuvre dans laquelle l'être humain est appelé à exercer sa liberté, son discernement et sa responsabilité. Jésus lui-même demande à l'aveugle : « Que veux-tu que je fasse pour toi ? » (Lc 18,41), soulignant que la personne participe à sa propre guérison. La délivrance authentique engage donc la conscience, la volonté et la transformation intérieure, et ne peut se réduire à un rituel mécanique ou théâtral.

C'est dans cette perspective qu'émerge l'exigence d'une rationalisation des pratiques. Il ne s'agit pas d'opposer foi et raison, ni de dissoudre le mystère spirituel dans l'analyse psychologique ou médicale, mais de reconnaître que la foi gagne toujours en profondeur lorsqu'elle est éclairée par la compréhension. Comme le suggère le philosophe Jacques Ladrière, l'irrationnel n'est souvent que ce dont nous ignorons encore les lois : la raison n'est pas une ennemie de la foi, mais son alliée dans la quête de vérité. Une délivrance réellement conforme à l'Évangile ne manipule pas,

ne terrifie pas, ne déresponsabilise pas : elle libère, elle élève, elle restaure l'être humain dans sa dignité de créature voulue et aimée.

Ainsi, la question qui se pose désormais aux Églises protestantes d'Afrique n'est pas de renoncer à la délivrance, mais de la purifier. Elle doit être enseignée dans les instituts de formation théologique, éclairée par les sciences humaines, encadrée par des normes éthiques et régulée par une lecture rigoureuse des Écritures. La délivrance n'est véritablement chrétienne que lorsqu'elle conduit à la liberté intérieure, à la maturité spirituelle et à la responsabilité personnelle.

En définitive, l'enjeu est clair : comment articuler la puissance de l'Esprit avec la sagesse de la raison, de manière à promouvoir un ministère de délivrance qui soit à la fois fidèle à l'Évangile et bénéfique pour l'homme tout entier ? C'est à cette articulation que devra répondre la théologie pratique africaine du XXI^e siècle.

Les « Jeudis du Défap » : prochaine conférence

- **11 décembre** : Éthique protestante et proposition sociétale, avec Richard LENGU

S'inscrire aux Jeudis du Défap

Événement – Haïti, le prix de

L'indépendance

En 1825, la France reconnaissait officiellement l'indépendance d'Haïti, premier État noir libre né d'une révolution d'esclaves. Mais cette reconnaissance s'est accompagnée d'une indemnité colossale imposée au jeune pays, marquant durablement son développement économique et social. Deux siècles plus tard, les répercussions de cette « dette de l'indépendance » restent au cœur des débats. C'est dans ce contexte de mémoire et d'actualité que la Plateforme Haïti, sous l'égide de la Fédération protestante de France, organise un événement d'envergure à Paris du 28 au 30 novembre 2025 : « Haïti : le prix de l'indépendance ». Cette initiative a pour ambition de fédérer autour d'Haïti un engagement à la fois solidaire, réflexif et spirituel

Trois jours pour réfléchir ensemble

Jour 1 – Vendredi 28 novembre (20h30) Soirée d'ouverture avec la projection du film « Haïti, la rançon de l'indépendance » de Wandrille LANOS. Un moment fort pour revisiter la mémoire du combat pour l'indépendance haïtienne. Suivi d'un débat avec Jean-Marie Theodat et Henry-Claude Telusma

Jour 2 – Samedi 29 novembre (9h30-17h00) Le colloque s'ouvrira avec une allocution de Jean-Marc Ayrault et réunira des intervenants de renom, dont Jacques Nesi, Michel Forst, Jean-Claude Girondin, Jean Marie Théodat et Corinne Lanoir. Les échanges dépasseront le cadre historique pour questionner la réalité contemporaine : dette mémorielle, crises politiques, reconstruction et perspectives d'avenir.

Jour 3 – Dimanche 30 novembre (après-midi) Un culte animé par la communauté haïtienne aura lieu au Temple de l'Étoile à Paris, ouvert à toutes les paroisses désireuses de manifester leur soutien. Ce moment mêlera information, prière et solidarité. [Le culte pourra être suivi en direct sur YouTube.](#)

Informations pratiques

Lieux:

- Fédération protestante de France: 47 rue de Clichy, 75009 Paris
- Temple de l'étoile: 54-56 Av. de la Grande Armée, 75017 Paris

Partenaires de Plateforme Haïti:

[Mission Biblique](#) | [La Cause](#) | [SEL](#) | [Fédération Protestante de France](#) | [ADRA](#) | [Église du Nazaréen](#) | Défap **Contacts et inscriptions**

- Sylvain Cuzent : cuzent.sylvain@gmail.com
- Philippe Verseils : philippe.verseils@wanadoo.fr

Télécharger le programme

Lettre de Nouvelles : Deux ans à Madagascar

Après deux ans à Madagascar, Florence, volontaire de solidarité internationale, raconte dans cette lettre de nouvelles sa mission de soutien à la vie de la communauté des Sœurs MAMRE.

Tout d'abord j'aimerais remercier La Communauté des sœurs de Mamré. Cette Communauté a été pour moi comme il est dit dans Marc 10:29-30 «Si quelqu'un quitte maison Frère Sœur... À cause de moi et de la bonne nouvelle, cette personne recevra cent fois plus, dès maintenant dans ce monde. Elle recevra des maisons, des frères, des Sœurs...».

En leur compagnie j'ai reçu non seulement des sœurs mais aussi un enseignement. Par leurs témoignages de vie, de consécration. Les sœurs savent donner sans rien attendre. Partager est leur devise, aimer leur priorité. Durant ces deux années écoulées à leur côté, j'ai pu partager une partie de leur quotidien, et plus particulièrement celui des enfants (une centaine) issus de familles très défavorisées, du quartier.

Les sœurs accueillent les enfants à la cantine pour le repas de midi et du soutien scolaire. J'ai eu le privilège d'apporter une pierre à l'édifice. Partager une partie de la vie de ces enfants nous ramène aux choses essentielles. Le besoin de nourriture, d'affection, d'éducation. Redonner à ces enfants une place d'enfant. Un endroit sécurisant, un havre de paix.

Madagascar est un des pays les plus pauvres au monde. Pour ces enfants avoir accès à 3 repas par jour est un défi. C'est donc avec joie qu'ils viennent prendre le repas de midi avec nous. Dans cette cantine j'ai pu remarquer une grande complicité entre les enfants et les adultes. A nous tous nous formons une grande famille. Chacun va œuvrer au bon fonctionnement de la maison. A mon grand étonnement c'est avec joie que les enfants participent aux tâches qui incombent au bon fonctionnement de celle-ci. Préparation du repas: lavage, épluchage, coupage des légumes. ..Les tâches ménagères : mettre les couverts, service, débarrassage, nettoyage du réfectoire, la vaisselle....Pour moi qui ai travaillé dans des institutions éducatives en France je dois bien admettre qu'il y a une grande différence dans l'attitude des enfants.

Est-ce un manque de reconnaissance ou tout simplement un dû ? En France la plupart des enfants reçoivent ce que l'on appelle les besoins fondamentaux. Avons-nous oublié l'essentiel ?

À Madagascar comme dans plusieurs pays pauvres, j'ai pu remarquer que le sens du partage demeure. Si un enfant reçoit

2 bonbons Il va en manger un et Il va garder l'autre pour son petit frère ou sa petite sœur...

Accueillir ces enfants c'est leur apporter une nourriture solide mais également une nourriture spirituelle. La prière, les partages bibliques font partie Intégrante de notre prise en charge. La parole de Dieu nous offre un support où l'enfant peut se construire en sécurité. Elle offre un soutien inébranlable à quiconque la reçoit. Elle nous apprend à vivre ensemble à nous aimer, nous soutenir les uns les autres. C'est peut-être ça l'essentiel !!!!

À Madagascar l'enseignement est prodigué pour la plupart des matières en français. Et ceci dès l'école primaire. Pour certains enfants c'est peut-être la première fois qu'ils entendent cette langue ! Avec mes collègues nous leur proposons de revoir leur leçon d'une manière plus ludique : par des jeux, des dessins, des mises en situation. Nous avons également préparé un spectacle de Noël avec une pièce de théâtre en français. Les parents étaient fiers de leurs enfants et la directrice de l'école était agréablement surprise !!

Partager ces moments est un réel plaisir, les enfants sont très persévérants, courageux. Nous avons terminé l'année avec un voyage d'étude à Majunga qui se situe à l'ouest de Madagascar. Là encore les temps de partage avec mes collègues et les enfants resteront des moments inoubliables. Nous sommes une grande famille unie par le biais de notre Seigneur Jésus et cela fait toute la différence.

Florence Ceraudo, juillet 2025

[Télécharger la lettre](#)

Le ministère de la délivrance dans les Églises d'Afrique : Rendez-vous ce 6 novembre

Dans le cadre des « Jeudis du Défap », rendez-vous le 6 novembre à 18h30 pour rencontrer le pasteur Parfait-Bénédict Medoumba, théologien et docteur associé à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier. À partir de son expérience pastorale et de ses travaux universitaires, il présentera une réflexion équilibrée sur les pratiques du ministère de la délivrance souvent marquée par des attentes spirituelles fortes, mais aussi par des dérives possibles. Sa conférence en ligne, intitulée « La pratique du ministère de la délivrance dans les Églises d'Afrique : réalités, dangers et perspectives », invitera à discerner ce qui relève d'une authentique action de libération chrétienne et ce qui peut s'éloigner du message de l'Évangile.

Je m'inscris à la conférence

Parfait-Bénédict Medoumba, pasteur de l'Église Presbytérienne Camerounaise

Il entre en 2007 à l'Institut Supérieur de Théologie de DAGER-BIBIA au Cameroun. En 2011, il soutient un mémoire de Licence en théologie portant sur « La question des éléments constitutifs de la personne dans l'Ancien Testament et dans la pensée africaine », avec une spécialisation en anthropologie biblique.

Poursuivant sa formation, il obtient en 2013 un Master en philosophie avec un mémoire intitulé « La question de l'unité essentielle du composé humain : du dualisme au triadisme »,

dans le champ de l'ontologie et de la métaphysique.

En 2021, il soutient une thèse de doctorat (Ph.D) en philosophie ayant pour thème : « Les fondements, le jeu et les enjeux du concept de l'unité de tension du composé humain dans le triadisme de Pierre Meinrad Hebga ». Il y approfondit les rapports entre esprit, âme et corps dans la pensée africaine et chrétienne, toujours dans la spécialité d'ontologie et métaphysique.

En 2024, grâce au programme d'échange théologique Nord-Sud du Défap, et sur recommandation de l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC) via l'ISPCC de Foulassi, il effectue un premier séjour de recherche postdoctorale de trois mois à l'Institut Protestant de Théologie (IPT) de Montpellier, sous la direction du Professeur Christophe Singer, dans le cadre de la théologie pratique.

De avril à juillet 2025, il est invité à nouveau à l'IPT de Montpellier, dans le cadre du séminaire de théologie pratique pour les étudiants de Master, tout en participant aux Rendez-vous de la Pensée Protestante organisés du 20 au 22 juin 2025 à la FUTP de Bruxelles (Belgique).

Depuis septembre 2025, il poursuit ses travaux en tant que Docteur associé à l'IPT de Montpellier. Ses recherches actuelles portent sur la thématique du ministère de délivrance, question sur laquelle il est invité à intervenir lors d'une conférence au Défap dans le cadre des « Jeudis du Défap ».

Pourquoi parler du ministère de la délivrance ?

Selon la Commission doctrinale du Service international du Renouveau charismatique catholique, « le ministère de délivrance peut se comprendre comme l'un des dons du Saint-

Esprit qui témoigne de l'abondance de grâce que le Seigneur accorde à l'Église tout entière à travers le renouveau charismatique ». Dans cette perspective, l'action du Saint-Esprit accompagne toujours l'annonce de l'Évangile : là où la Bonne Nouvelle est proclamée, le Royaume de Dieu se rend présent, répand la paix, la lumière et une force de guérison. Ainsi, le ministère de délivrance n'est pas réservé à quelques personnes particulières : il est proposé à tout croyant qui confesse Jésus-Christ comme Seigneur. Cette étude se focalise sur l'approche chrétienne de ce ministère, généralement défini comme l'action de chasser les démons ou les esprits mauvais afin de libérer les personnes de leurs influences et des troubles qu'ils provoquent. Par exemple, aider quelqu'un à dépasser des accès répétés de colère en priant pour la libération de l'esprit à l'origine de cette souffrance.

Pour mieux comprendre ce ministère, Parfait-Bénédict Medoumba s'appuie sur les Écritures, aussi bien dans l'Ancien que dans le Nouveau Testament. Il y examine, d'une part, la réalité des démons et de leur action contre l'être humain, et, d'autre part, la manière dont Jésus a guéri et délivré ceux qui étaient atteints de troubles qui dépassaient les seules explications médicales. Ses recherches ont pour objectif d'évaluer la tendance à interpréter de manière trop « spirituelle » la souffrance et le mal-être dans la pratique du ministère de délivrance au sein de l'Église Presbytérienne Camerounaise. L'enjeu est de la préserver d'un excès de spiritualisme qui pourrait l'entraîner vers des dérives telles que le charlatanisme, le sensationnalisme ou la recherche du miracle à tout prix. Il faut ainsi encourager une approche plus équilibrée, où la foi s'accompagne également de la raison.

Je m'inscris à la conférence

Lettre de Nouvelles : Et ce n'est que le début de l'aventure

Bonjour, en bon arabe, on dit bien « Salam » !

Voilà déjà quatre semaines que je suis arrivé au Maroc dans le cadre de ma mission avec le Comité d'Entraide Internationale. Quand mon départ pour le Maroc est devenu concret, je n'arrivais pas à réaliser, jusqu'à la veille du voyage, que c'était une vraie grande décision : quitter mes amis, mes frères et sœurs en Christ, ma famille, bref, tout mon petit monde. Mais j'ai compris qu'au-delà d'une simple mission humanitaire, il y avait aussi en moi ce désir profond de découvrir comment l'Évangile se propage dans un pays où il reste encore assez limité, comme ici, au Maroc.

Le départ n'a pas été simple : un petit pincement au cœur en décollant de l'aéroport de Lyon...puis la joie en atterrissant à Mohamed V, à Casablanca. Mais cette joie n'a pas duré très longtemps : une de mes valises manquait à l'appel. Peut-être partie faire un détour par les États-Unis, ou retournée tranquillement à Lyon, qui sait ? Ce n'était pas la valise la plus importante, mais avouons-le, perdre ses affaires à l'aéroport, ce n'est jamais agréable.

J'espérais la retrouver dans les 24 ou 48 heures. Les jours ont passé : un jour, deux jours, cinq jours... toujours rien. Puis, le onzième jour, alors que je n'y croyais plus du tout, j'ai reçu un coup de fil de la compagnie : "Monsieur, nous avons retrouvé votre valise." Quelle joie ! J'ai presque eu l'impression de revivre la parabole du fils prodigue : "Elle

était perdue, et la voilà retrouvée.”

Et alors, mon intégration au Maroc ?

J'étais vraiment heureux de découvrir ce pays à la culture si riche, complètement différente de celles que je connais (la Guinée et la France). J'ai trouvé ici un peuple très actif, accueillant, mais aussi parfois méfiant envers les étrangers, surtout ceux qui ne sont pas musulmans. J'ai quand même eu l'occasion de découvrir la Médina, un véritable marché cosmopolite, avec une ambiance un peu plus africaine. On y trouve de tout : des produits purement marocains, d'autres venus d'Afrique subsaharienne, et même quelques touches occidentales.

Et dans tout ça, qu'est-ce que j'apprécie le plus ? Eh bien... la cuisine marocaine (vous vous en doutiez sûrement!) .S'il y a bien une chose qui m'aide à ne pas trop ressentir la nostalgie ni de la Guinée, ni de la France, c'est grâce à la gastronomie marocaine. Je parle surtout des plats traditionnels : les tajines, les brochettes, le Rfissa et bien sûr, le plus célèbre de tous, le couscous marocain.

Ce que je trouve particulièrement intéressant, c'est que les plats marocains sont toujours très bien épicés, et ça, j'adore. Attention, je ne parle pas ici de piment, mais bien d'assaisonnement : ce subtil mélange d'épices qui donne à chaque plat sa saveur unique.

Ma mission et mon intégration au sein de l'équipe du CEI

Pour rappel, le Comité d'Entraide Internationale (CEI) est un organisme rattaché à l'Église Évangélique au Maroc, qui œuvre depuis plus de vingt ans pour l'amélioration des conditions de

vie des migrants au Maroc. Le CEI intervient dans plusieurs domaines : la santé, l'éducation, la formation, L'autonomisation des femmes, distribution des kits alimentaires, et bien d'autres encore.

Et moi dans tout ça ?

En tant que Responsable national des projets, ma mission consiste à accompagner les équipes locales dans la mise en œuvre des, à établir de nouveaux partenariats, à rechercher des financements pour les projets existants comme pour les nouveaux et à rédiger les différents rapports destinés aux bailleurs de fonds...

Ce premier mois a été une véritable immersion dans l'univers du CEI : entre la découverte du bureau national, la prise en main des projets, et les visites auprès de certaines équipes locales.

J'ai déjà eu la chance de rencontrer virtuellement l'ensemble des responsables de nos équipes, et de visiter 3 équipes sur 11 sur le terrain. Vous pouvez facilement imaginer ce que cela représente en termes de déplacements ! En quatre semaines, j'ai déjà traversé le Nord, le Centre et le Sud du pays... et ce n'est que le début de l'aventure.

Ces quatre semaines m'ont aussi permis de mesurer, encore plus concrètement, à quel point le besoin d'agir pour améliorer les conditions de vie des migrants est urgent et réel. Entre les violences physiques et sexuelles subies par les femmes, la propagation des maladies sexuellement transmissibles, l'augmentation des naissances non planifiées qui mènent parfois à des abandons de nouveau-nés... la situation est bouleversante. Je pense notamment à une femme rencontrée récemment à Marrakech, qui m'a raconté avoir adopté deux enfants abandonnés par leur mère. Ce genre de témoignage ne laisse pas indifférent.

Au-delà des nombreuses conséquences de la migration clandestine, il faut aussi mentionner les refoulements de plus en plus fréquents dans plusieurs villes du pays à cause de la Coupe d'Afrique des Nations qui commence en décembre au Maroc. Tout cela accroît considérablement les besoins sur le terrain, qui deviennent chaque jour plus grands et plus pressants.

L'Église au Maroc

Tout d'abord, j'ai été agréablement surpris de découvrir de grands temples au Maroc, malgré tout ce qu'on peut imaginer de la situation de l'Église ici. Pour précision, l'Église Évangélique au Maroc est la plus grande dénomination protestante du pays. Elle existe depuis plus de 100 ans et est aujourd'hui présente dans 13 villes marocaines, ce qui, franchement, est déjà une très belle chose. En plus de l'Église Évangélique, il y a d'autres dénominations protestantes, fréquentées en grande majorité par des chrétiens subsahariens, comme c'est le cas pour la plupart des Églises au Maroc. Il y a aussi des Églises catholiques que j'aimerais bien visiter un de ces jours.

Côté surprises, je dois dire que ma première visite à l'Église Évangélique de Casablanca m'a marqué : il y avait des policiers à l'entrée ! Curieux, j'ai demandé pourquoi leur présence, et on m'a expliqué qu'ils étaient là pour protéger les fidèles et prévenir d'éventuelles intrusions de Marocains musulmans qui pourraient perturber les cultes.

Mais au-delà de ce rôle de « protecteurs », leur présence a aussi une autre fonction : empêcher tout Marocain d'entrer dans l'église, même s'il est chrétien. En effet, la loi marocaine interdit formellement à un citoyen marocain de devenir disciple de Jésus. Cette réalité pousse donc les Églises à faire très attention à toute activité pouvant être interprétée comme de l'évangélisation, sous peine d'être fermées par les autorités. Malgré ces restrictions, il existe

bel et bien des chrétiens marocains. Seulement, ils vivent leur foi dans la discrétion la plus totale, souvent au péril de leur sécurité. Certains missionnaires marocains œuvrent auprès des nouveaux convertis pour les accompagner et les encourager dans leur marche avec le Seigneur. Vous pouvez donc imaginer ce que cela représente : être chrétien au Maroc, c'est déjà un défi... mais être chrétien marocain au Maroc, c'en est un encore plus grand.

Sujets de prière :

- Prions pour l'épanouissement de l'Évangile au Maroc, afin que la lumière du Christ continue de briller malgré les défis.
- Prions aussi pour les migrants, que Dieu suscite encore plus d'initiatives concrètes pour améliorer leurs conditions de vie.
- Prions pour que ma mission soit une source de bénédiction, aussi bien pour les migrants que pour l'Église Évangélique au Maroc.
- Prions afin que cette expérience m'aide à grandir spirituellement, mais aussi professionnellement.
- Et enfin, prions pour mes nombreux déplacements, pour mes collaborateurs et pour la protection de Dieu sur ma vie ici au Maroc.

...Voilà un peu quelques nouvelles de ma part. Merci d'avoir pris le temps de me lire jusqu'au bout, et à très bientôt – Inshalah !

Fraternellement,

Daniel Bétho

Télécharger la lettre

Lettre de Nouvelles : Le sumud

Créé en 2002 par le Conseil œcuménique des Églises, le programme EAPPI (Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël) mobilise des volontaires internationaux pour soutenir les Palestiniens vivant sous occupation. À Jérusalem-Est, Monique agit en tant qu'accompagnatrice œcuménique, engagée sur le terrain pour la défense des droits humains.

Ce qui caractérise les Palestiniens c'est leur volonté farouche de rester enraciné à leur terre, de rebâtir sans cesse, de continuer à produire, à améliorer la vie de leur famille et de leur communauté. Dans tous les villages menacés par les colons, frappés par les ordres de démolitions, nous rencontrons des leaders des communautés, des chefs de village, des élus des Conseils municipaux, des paysans qui chacun de leur côté font en sorte d'aider leurs concitoyens, de les défendre contre le harcèlement. Si nombre d'entre eux voient l'horizon bouché à court terme, ils puisent dans la culture millénaire de cette terre soumise à la violence de l'occupation depuis si longtemps, la force de la patience.

Beaucoup nous disent qu'en 2030, Israël sera tellement isolé qu'il devra se retirer de la Cisjordanie... Pour d'autres ce serait en 2033... Peu importe, ils sont certains d'être chez eux : ils ne partiront pas, même si pour l'instant, la division politique des Palestiniens affaiblit la possibilité de perspectives claires. Cela n'empêche pas la grande angoisse qu'ils subissent de ne pas savoir ce qu'Israël prépare. Tous redoutent le pire pour la Cisjordanie.

Mohamad Ayyash

Mohamad Ayyash est un agronome qui fait partie du Conseil d'Administration de Al-Nahda Rural Society. Le village de Biddu se trouve dans une enclave de 8 villages totalement encerclés par les colonies, coupés de la Cisjordanie parce que se trouvant de l'autre côté du mur et de Jérusalem par les checks-points. Pour y accéder, il faut prendre des tunnels et des routes clôturées. Une réalité kafkaïenne! 16 villages se trouvent dans cette zone qui sont divisés en deux enclaves : celle de Biddu (8 villages) et celle de Bir Nabala (6 villages) Plus le village de Beit-Iksa et celui de Nabi Samuel., totalement isolés Plus de 60 000 personnes se retrouvent, depuis la construction du mur de l'apartheid, séparées de ce qui était leur centre de vie : Jérusalem.

La route qui y menait en quelques minutes est fermée par le check-point de Al-Jeeb qui n'est emprunté que par les habitants de Nabi Samuel pour se rendre à Ramallah et par des diplomates. Des portes de différentes couleurs ont été installées à l'entrée de chaque village qui peuvent être fermées à tout moment. Le mur et les colonies séparent les fermiers de leurs champs, qui se trouvent en zone C, auxquels ils n'ont accès que deux ou trois fois par an. Des drones israéliens survolent les terres et prennent des photos ; si elles semblent non cultivées, elles tombent sous le couperet de la loi des absents et au bout de 3 ans deviennent terres de l'Etat d'Israël selon une vieille loi ottomane. Heureusement, la majorité d'entre-elles sont couvertes d'oliviers qui ne meurent jamais et résistent malgré l'absence d'entretien régulier. Ce n'est pas pour rien que l'olivier est le symbole de la Palestine !

Aider les fermiers à rester sur leurs terres en leur permettant d'améliorer leur revenu et leur production c'est le but de Al Nahda qui veut dire « renaissance » et qui intervient dans tout le nord-ouest de Jérusalem. Elle aide à

replanter des oliviers, à fournir des plants pour le maraichage, à produire du compost organique. 20 000 oliviers ont ainsi pu être replantés. 50 à 60 fermiers reçoivent de l'aide dans chaque village. Les femmes sont incitées à s'organiser pour produire des conserves de tomates, des confitures, du zaatar et fabriquer des savons. Al Nahda les aide à les vendre leur procurant ainsi un revenu. Malgré les violences de l'armée et des colons, les destructions de maisons, l'absence de travail, ces paysans cultivent ainsi l'espoir.

BEIT IJZA

BEIT IJZA fait partie de cette enclave : Sadaat habite avec ses parents, sa femme et ses quatre enfants, dans sa maison cernée par les colonies à deux mètres de chez lui. Enfermé entre des barbelés, des grilles, le mur qui passe sous sa propriété, il vit en permanence sous l'oeil des caméras. Les colons lui ont pris 4 ha de ses terres sur les 10 qu'il possédait. Il ne peut aller travailler ses oliviers que l'on voit pourtant de l'autre côté des grilles, qu'en empruntant une longue route jalonnée de check-points et de tunnels ; et encore, il n'a l'autorisation de s'y rendre que deux ou trois fois par an!

Après le 7 octobre, la grille qui transforme sa maison en prison était fermée en permanence et il devait demander l'autorisation des forces de sécurité israélienne pour pouvoir sortir. Il devait attendre parfois 2 ou 3 heures avant qu'ils ouvrent. En février dernier, sa mère était malade et devait se rendre en urgence à l'hôpital. Ils ont refusé d'ouvrir. Sadaat a alors détruit la grille pour sortir. Depuis, il peut l'ouvrir mais doit toujours la refermer. Cet homme à qui on retire la liberté de circuler, dont les enfants sont harcelés par les colons, cet homme affiche une telle sérénité souriante que je lui demande où il puise sa force. Sa réponse est aussi

simple : « On est là ! Ce sont eux qui partiront, pas nous ! » Et malgré toutes les pressions, les offres d'argent et d'un passeport pour se rendre dans un autre pays, il restera.

HIZMA

Nous y rencontrons Faysal, un combattant de la paix et du dialogue avec les Israéliens. Il a fait 11 années de prison au moment de la 1ère Intifada. « J'y ai vu des choses terribles ». Il raconte comment les soldats viennent dans le village la nuit. Ils défoncent les portes, entrent dans les maisons, pénètrent dans les chambres avant que les femmes aient eu le temps de s'habiller, ils volent l'argent et les bijoux (corroboré par plusieurs témoignages fiables et dans plusieurs endroits différents). La journée, ils ferment parfois les portes (barrières) et personne ne peut sortir. Le pire ce sont les colons qui mettent le feu aux bâtiments agricoles, et qui ont tué trois personnes il y a deux mois « C'est contre le droit international. Nous voulons seulement être comme tout le monde. Pouvoir circuler librement, pouvoir travailler... Quand vous n'avez pas de quoi nourrir vos enfants, qu'est-ce qu'on peut faire ? La violence est la réponse de l'impuissance ! Avant je croyais en deux Etats avec des frontières ouvertes, sans murs, sans check-points. Je voudrais un seul État laïc et égalitaire, ne pas y mêler la religion. Un État normal où on puisse vivre normalement! »

KHAN AL AHMAR

Khan Al Ahmar est un village bédouin sous le couperet d'un ordre de démolition dans le cadre du plan E1 (cf. Lettre n°1). Rencontre avec Iman, une jeune fille de 20 ans. Elle se sent menacée par les colons dont L'avant poste surplombe la communauté. Ils viennent encore de placer trois caravanes supplémentaires. « Avant je pouvais aller à l'école à Jéricho

seule avec le bus. Mais il n'y a plus d'arrêt de bus. Il faut attendre des heures et la route est très dangereuse. Les colons font des rondes, écrivent dans le village des slogans sur les voitures : « Mort aux Arabes ! » Elle a dû arrêter ses études. Elle aurait voulu être puéricultrice. « C'est comme un verrou. Quelques filles de la communauté sont diplômées pour enseigner mais elles ne trouvent pas de travail. « Nous n'avons rien à faire de nos journées. C'est comme une prison. Je ne peux faire aucun projet de vie. »

FARKHA

Farkha se situe dans le Nord de Ramallah, c'est le premier village écologique de Palestine. Un village solidaire qui accueille trois familles de Gaza qui ne peuvent pas rentrer chez elles. Dans ce village pilote, de 1800 habitants, depuis 2019, les colons veulent confisquer 100 ha en zone C, en application d'un décret de confiscation des terres datant de 2002. Un fermier du village qui voulait réhabiliter sa terre a été agressé par les colons et ses arbres arrachés. Plusieurs familles ont été battues et harcelées et 5 familles de Bédouins qui vivaient ici depuis 25 ans ont été chassées.

Depuis longtemps le village organise l'été, un Festival International où des volontaires de tous les pays viennent travailler à réhabiliter les terrains. Les colons sont venus détruire les terrasses qu'ils avaient construites. Ils ont volé pour 20 000 shekels de matériel. Le lendemain, les jeunes sont revenus réaménager les terrasses. Les soldats leur ont signifié qu'il était interdit de travailler la terre et ils les ont frappés. Depuis le 7 octobre, la répression s'est encore aggravée. Un bulldozer est venu creuser une route qui va de la colonie à la source du village qui se trouve pourtant en zone B et qui alimente 40% de l'eau utilisée par le village..Ils ont installé des tuyaux pour capter l'eau de la source dans une citerne. Ils ont interdit à l'employé de la

mairie de mettre en route la pompe et d'utiliser les panneaux solaires. Ils ont détruit le toit de la source pour pouvoir se baigner dans le bassin. Ils ont installé une vingtaine de bungalows en zone C et installé l'eau et l'électricité pour créer un avant-poste. Ils ont installé des bergers, armés, avec des brebis pour les faire pâturer y compris en zone A. Se rendant compte qu'isolés, les fermiers ne pouvaient pas se défendre, avec le soutien de la municipalité, ils ont décidé de s'organiser pour intervenir collectivement pour défendre leurs terres. Ainsi les colons n'osent pas intervenir. Ils ont mis en place un système d'entraide pour clôturer les champs, les entretenir et restaurer les terrasses. Ils se sont réapproprié la source. 200 volontaires ont bétonné le toit et protégé l'espace... Pendant la cueillette des olives, ils ont organisé la présence par roulement d'internationaux, d'Israéliens dont les rabbins pour la défense des droits humains, du PC israélien et d'autres mouvements anti-coloniaux.

Depuis 2015, sous l'impulsion de Baker, ancien maire du village, ils ont développé avec l'aide d'une ONG suisse, du Luxembourg, de collectivités françaises, et des Agronomes Arabes un projet pilote de ferme pédagogique. L'idée étant de démontrer et d'enseigner à des étudiants, qu'avec peu de terre, on pouvait produire ce qu'il fallait de manière biologique. Ils ont réhabilité deux citernes très anciennes, planté du zaatar, de la sauge, des oliviers, des vignes, des amandiers, des piments, des haricots, des légumes, des pommes de terre, et même du blé. Tout cela sur 125m². Le travail repose sur le bénévolat, les bénéfices sont réinvestis dans la ferme et permettent de dégager un salaire. La coopérative des femmes produit des conserves. Les trois familles réfugiées de Gaza ont le droit de travailler dix jours par mois sur la ferme et peuvent ainsi se procurer un petit revenu. Par un échange de savoir-faire, ils sont en train de concevoir un écosystème novateur pour l'agriculture palestinienne, menacée par la colonisation et la domination des produits israéliens.

AL WALAJA

Maison d'Omar... Les cerisiers qui avaient été plantés, grâce à la solidarité de l'Association France Palestine Solidarité et au travail volontaire, pour permettre à Omar de rester sur sa terre complètement bouclée par le mur, sont mystérieusement atteints d'une sorte de cancer qu'aucun agronome ne connaît... Omar suspecte une action des Israéliens pour tuer les plantations de l'espoir. « Comment parler de non violence face à de telles violences ? » nous demande t'il, avec ce calme sidérant qui caractérise les Palestiniens.. Aujourd'hui, les gens n'osent plus se rendre sur leurs terres, les jeunes ne veulent plus aller à l'affrontement, ils ont peur de la prison ou de témoigner par crainte des représailles des colons et des soldats qui les protègent. « Ce matin, encore, ils ont arraché 20 arbres. Et pourtant, la non-violence est la solution pour notre lutte, ajoute Munther. Il faut rester sur notre terre, sinon ils la prennent ! Le sumud c'est contribuer à créer de l'espoir. » C'est ce que fait Munther au Centre de Jeunes du Camp d'Aïda à Bethléem. « En leur donnant une formation en informatique ou par la musique, ou par le foot on propose un espace de sécurité, on crée de la vie et des possibles pour leur avenir. »

Par ces quelques témoignages, je voudrais vous montrer à la fois la violence destructrice de la colonisation mais aussi, la résilience des Palestiniens, leur capacité à construire des chemins de vie et d'espoir. La société palestinienne est vivante. C'est leur force et leur avenir.

Monique

Télécharger la lettre

Les Jeudis du Défap : La femme dans l'Église en RDC – Le replay

Le Jeudis du Défap a consacré une nouvelle édition à une thématique d'une grande portée historique et sociale : « La femme dans l'Église en RDC ? Regard rétrospectif sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Église à l'époque coloniale ». Animée par le pasteur et chercheur Robert Bahizire Byamungu, cette conférence invite à revisiter une période charnière de l'histoire du Congo afin de mieux comprendre les fondements des inégalités persistantes entre hommes et femmes dans la société et dans l'Église.

Robert Bahizire

Robert Bahizire Byamungu est pasteur au sein de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (3^e CBCA), membre de l'Église du Christ au Congo. Théologien de formation, il a obtenu sa licence en 2002 avant d'être ordonné pasteur en 2008. Depuis, il exerce son ministère dans plusieurs paroisses de Goma, où il sert actuellement à la 3^e CBCA Ndosho.

Parallèlement à son engagement pastoral, il a mené une carrière académique à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL), où il est aujourd'hui professeur associé et vice-doyen de la Faculté de Théologie. Son parcours a été marqué par une mission d'échange œcuménique en Allemagne (2012–2018) et par une thèse de doctorat en théologie, soutenue en 2023 à l'ULPGL-Goma après une année de recherche à Strasbourg.

Ses travaux portent notamment sur les questions de genre et sur la place de la femme dans l'Église et la société.

Pourquoi cette thématique ?

À travers une approche historique, théologique et sociologique, il montre comment la colonisation (1885–1960) a profondément transformé les structures sociales et religieuses du Congo, redéfinissant la position des femmes dans la société et dans l'Église.

Avant la colonisation, la femme congolaise occupait des rôles centraux – économiques, spirituels et politiques – au sein des clans et chefferies. Avec l'État indépendant du Congo de Léopold II, puis le Congo belge, elle fut progressivement marginalisée : soumise à la violence, à l'exploitation et à une éducation domestique destinée à renforcer sa dépendance. Les missions chrétiennes, tout en introduisant l'alphabétisation et la formation sanitaire, consolidèrent une théologie de la soumission féminine, limitant l'accès des femmes aux responsabilités ecclésiales et sociales.

Cette double domination – coloniale et patriarcale – a durablement façonné les représentations du féminin dans l'imaginaire congolais. Aujourd'hui encore, les stéréotypes hérités de cette période se manifestent dans la sous-représentation des femmes dans la gouvernance politique et ecclésiale, ainsi que dans leur accès restreint à l'éducation et aux ressources économiques.

Pour le révérend Bahizire, comprendre cet héritage est essentiel afin d'ouvrir la voie à une réhabilitation sociale, théologique et mémorielle de la femme congolaise. Cela passe par la reconnaissance de son égalité fondamentale en Christ, la relecture critique de la théologie du ministère, l'accès aux instances décisionnelles et la valorisation de son rôle historique dans la foi et la société.

Ainsi, cette réflexion appelle à construire une Église et une société inclusives, où la mémoire du passé éclaire un avenir fondé sur la justice, la dignité et l'égalité entre les sexes.

Les « Jeudis du Défap » : prochaines conférences

- **6 novembre** : La pratique du ministère de délivrance dans les Églises d'Afrique...réalités, dangers et perspectives, avec Parfait-Benedict MADOUMBA
- **11 décembre** : Éthique protestante et proposition sociétale, avec Richard LENGU

S'inscrire aux Jeudis du Défap

Courrier de mission : Haïti, le prix de l'indépendance

Sous l'égide de la Fédération protestante de France, la Plateforme Haïti organise à Paris, du 28 au 30 novembre 2025, l'événement « **Haïti : le prix de l'indépendance** ». Ce colloque a pour ambition de rassembler autour d'Haïti des le public et les communautés engagés dans une démarche à la fois solidaire, réflexive et spirituelle.

À cette occasion, Le Courrier de mission a rencontré **Philippe Verseils**, représentant de la Plateforme Haïti. Dans cet entretien, il partage son parcours d'envoyé en Haïti, son engagement auprès de ce pays et son regard sur la situation politique et économique actuelle.

ÉCOUTER L'ÉPISODE

La femme dans l'Église en RDC : Rendez-vous ce 9 octobre

Dans le cadre des « Jeudis du Défap », rendez-vous le 9 octobre à 18h30 pour explorer les grandes questions de théologie et de société, le pasteur et chercheur Robert Bahizire Byamungu partagera son analyse sur « La femme dans l'Église en RDC : regard rétrospectif sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Église à l'époque coloniale ». Cette conférence propose une réflexion approfondie sur l'impact de la colonisation sur le statut et la place des femmes au sein de la société congolaise et de l'Église, mettant en lumière à la fois les mécanismes d'exclusion hérités de cette période et les formes de résilience déployées par les femmes. Une occasion unique de comprendre comment l'histoire façonne encore aujourd'hui les représentations de la femme dans l'Église et dans la société.

Je m'inscris à la conférence

Robert Bahizire Byamungu, pasteur et chercheur en théologie

Robert Bahizire Byamungu est pasteur au sein de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (3^e CBCA), membre de l'Église du Christ au Congo depuis sa fondation.

Après cinq années d'études en théologie, il obtient en 2002 une licence et commence son ministère comme évangéliste dans plusieurs paroisses de Goma. Ordonné révérend pasteur en 2008, il exerce depuis dans différents quartiers de la ville et assure aujourd'hui son service pastoral à la paroisse 3^e CBCA Ndosho.

En parallèle, il mène un parcours académique riche. Entre 2002 et 2012, il est assistant à la Faculté de Théologie de

l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) tout en poursuivant un Diplôme d'Études Approfondies. De 2012 à 2018, il participe à une mission d'échange œcuménique en Allemagne, visant à renforcer le partenariat entre la CBCA et l'Église protestante de Westphalie, avec le soutien de la Mission Évangélique Unie (VEM) basée à Wuppertal.

En 2023, il soutient sa thèse de doctorat en théologie à l'ULPGL-Goma, après une année de recherche à Strasbourg sous la direction du professeur Jérôme Cottin, grâce à une bourse du DEFAP.

Aujourd'hui professeur associé et vice-doyen de la Faculté de Théologie de l'ULPGL, il poursuit ses travaux de recherche, notamment autour des questions de genre, qui occupent une place centrale dans ses réflexions.

Pourquoi parler de Femmes et Église en RDC ?

Le thème choisi par le pasteur et chercheur Robert Bahizire Byamungu, « La femme dans l'Église en RDC ? Regard rétrospectif sur le rôle de la femme dans la société et dans l'Église à l'époque coloniale », revêt une importance particulière. La période coloniale a profondément bouleversé les structures sociales, culturelles et religieuses au Congo, redéfinissant notamment la place des femmes. Étudier cette époque permet non seulement de mettre en évidence les mécanismes d'exclusion, de subordination et de marginalisation qui ont touché les femmes, mais aussi de valoriser les formes de résilience et de résistance qu'elles ont su développer.

L'enjeu n'est pas de retracer l'histoire coloniale dans son ensemble, mais d'évaluer son impact sur le statut et le rôle des femmes dans la société et dans l'Église. Cette réflexion ouvre une perspective essentielle : comprendre comment les héritages du colonialisme continuent encore aujourd'hui à

influencer les représentations et les pratiques autour de la place de la femme, et pourquoi il est nécessaire de les déconstruire pour avancer vers une plus grande égalité.

Je m'inscris à la conférence

Ensemble pour une agriculture plus durable au Togo

Encourager des pratiques agroécologiques

Le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), acteur majeur du développement rural en Afrique, s'engage à trouver des solutions concrètes face aux défis liés à l'usage intensif d'engrais chimiques et de pesticides. Pour accompagner les agriculteurs et agricultrices dans cette transition, le Secaar met en place un projet innovant qui vise à :

- Remplacer les produits chimiques de synthèse par des alternatives naturelles (biopesticides et compost) ;
- Former les agriculteurs aux pratiques agroécologiques et au séchage solaire de légumes produits localement ;
- Réduire l'empreinte écologique des exploitations agricoles en limitant leurs émissions de gaz à effet de serre.

À travers ce projet, le Secaar ne se limite pas à la sensibilisation : il fournit aux producteurs des outils et un savoir-faire pour une agriculture plus responsable, durable et

respectueuse de l'environnement.

Une initiative rendu possible grâce à votre soutien

En début d'année 2025, le Défap a lancé une campagne d'appel aux dons afin de soutenir ce projet. Résultat : 6 300 € ont pu être réunis, garantissant sa mise en œuvre. Ce financement provient :

- à 58,3 % du Défap, dans le cadre de son programme de compensation carbone ;
- à 41,7 % des contributions généreuses des donateurs et donatrices.

Un bel exemple de coopération et de solidarité pour rendre possible une initiative porteuse d'avenir.

Le projet entre en action

Grâce à ces financements, le Secaar a déjà pu franchir une étape décisive. Deux machines essentielles ont été achetées et réceptionnées : une machine de fabrication de bioprotecteurs et un séchoir solaire. Le 19 septembre, des membres de l'équipe du Secaar ont suivi une formation pour apprendre à utiliser ces équipements. Ces outils permettront non seulement de réduire l'usage des intrants chimiques, mais aussi d'ouvrir de nouvelles perspectives de valorisation des produits agricoles locaux.

Lettre de Nouvelles : Un jour nous serons ce que nous voulons

Lancé en 2002 par le Conseil œcuménique des Églises, le programme EAPPI envoie des volontaires auprès des Palestiniens confrontés à l'occupation. Sur le terrain, Monique est accompagnatrice œcuménique à Jérusalem Est. Depuis plus de 50 ans, Monique milite pour les droits des Palestiniens, notamment au sein de l'AFPS. Elle a réalisé plus de 20 missions depuis la première Intifada, témoignant de la violence de l'occupation et de l'expansion des colonies. En devenant accompagnatrice œcuménique, elle veut protéger les populations sur place et sensibiliser, en France, pour une paix juste et durable

Cela fait trois semaines que je suis en Palestine. Pour cette mission EAPPI-100, nous sommes 16 EAs (accompagnateurs œcuméniques) venant d'Europe : Norvège, Danemark, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, Suisse, France. Nous sommes deux français : Cyrille et moi-même. La grande majorité très jeune (25-35 ans). Je suis la plus vieille et je peux vous dire que je sens le poids de l'âge et constate que je n'ai plus la belle énergie de cette jeunesse. J'ai donc un double handicap, puisque s'ajoutent mes grandes difficultés avec l'anglais. Ceci est important dans la vie quotidienne et les échanges avec l'équipe dont je fais partie. Heureusement je comprends les Palestiniens, mais j'ai du mal avec les accents suisse, britannique et norvégien. Et je ne vous parle pas de l'accent irlandais... Après une semaine de formation pour tout le groupe réuni, les 16 EAs ont été répartis en quatre placements : Jerusalem, Bethléem, Jericho et le sud d'Hebron (Masafer-Yatta). J'ai été placée à Jerusalem-Est. Nous sommes donc une équipe de quatre personnes : un Suisse, un Britannique, une

Allemande et moi. Nous habitons un appartement situé sur le Mont des Oliviers d'où nous avons une vue panoramique sur l'Esplanade des Mosquées, le Dôme du Rocher et le Mont Scopus. La planification du travail est très complexe : notre tâche prioritaire est de veiller à l'accompagnement des élèves qui vont en classes, de visiter régulièrement les différentes communautés bédouines et villageoises menacées par les colons ou qui ont reçu des ordres d'expulsion. Elle est également d'être réactifs aux ordres de démolition afin de documenter les faits très précisément sur le hub de EAPPI qui seront transmis à Genève et aux instances internationales. Nous devons être observateurs tous les vendredis aux checks-points qui contrôlent l'entrée des croyants qui vont prier à la Mosquée Al Aqsa et documenter de manière très précise les violations des droits commis par les forces armées israéliennes. Une large part du travail consiste à contacter différentes institutions, églises, ONG, afin d'approfondir notre connaissance de la situation subie à Jérusalem, de signaler notre présence et de marquer notre solidarité.

La colonisation de Jérusalem Est : le plan E1

Quand je parle de Jérusalem, il s'agit du grand Jérusalem tel qu'il a été défini par la puissance occupante qui s'étend sur 71 km² et qui englobe les 16 colonies illégales construites depuis 1967 sur le territoire palestinien.

Le sujet central qui mobilise les Palestiniens et les communautés aujourd'hui, c'est le projet E1, qui coupera définitivement la Cisjordanie en deux parties Nord-sud. Approuvé par Israël le 20 août, il s'agit d'un important projet de colonisation dans une zone de la Cisjordanie occupée qui menace la viabilité d'un futur État palestinien.

Israël nourrissait depuis longtemps l'ambition de construire

sur cette parcelle d'environ 12 kilomètres carrés, connue sous le nom de E1, à l'est de Jérusalem, mais le projet était bloqué depuis des années en raison de l'opposition internationale. Aujourd'hui, rien n'arrête Netanyahu et son gouvernement d'ultras qui prévoit la construction de quelques 3400 logements afin d'achever la jonction entre les colonies de Pisgat-Ze'ev au Nord-Est de Jérusalem et la colonie de Ma'ale-Adumim à l'est ; une route réservée aux colons rejoindra la vallée du Jourdain. Elle sera interdite aux Palestiniens qui devront prendre une nouvelle route avec des tunnels qui passeront sous les colonies et de nouveaux check-points. 22 communautés bédouines devront être expulsées (environ 3000 personnes dont 500 enfants).

E1 acte la division de la Cisjordanie occupée en zones isolées et en cantons déconnectés les uns des autres, les transformant en véritables prisons, où les déplacements ne seront possibles qu'en passant par les check-points israéliens, entièrement électroniques et sous la terreur des milices armées des colons. Ces jours-ci, l'armée est en train de placer des portes à toutes les entrées des villes et des villages: plus de 1370 en trois mois. Il suffira de fermer ces barrières pour emprisonner toute la population. De nouvelles cartes d'identité magnétisées, avec tous les renseignements sur la personne, vont être remises aux Palestiniens de ces zones ce qui assurera un fichage parfait. Ce projet qui se rajoute à tous les plans d'annexion (Israël possède plus de 87% de la superficie de Jérusalem) et de fragmentation du territoire palestinien, dessine une réalité kafkaïenne pour les Palestiniens dont le quotidien est profondément insécurisé et sous contrôle. Partout les avant-postes de colons, constitués de mobilhomes se démultiplient de jour en jour.

Des villes entières sont encerclées par les colonies, les routes, le mur, les check-points, les portes qui leur rendent le quotidien impossible. 15 000 personnes se retrouvent quasi sans identité, car elles se trouvent en dehors de Jérusalem

mais également de la Cisjordanie, côté israélien du mur. Des quartiers comme Kufr-Aqab eux, font partie de Jérusalem alors qu'ils se trouvent côté palestinien du mur.

Après le 7 octobre, 623 structures ont été détruites, 274 buildings, 129 auto-démolitions par les Palestiniens qui doivent détruire eux-mêmes leurs maisons pour ne pas avoir à payer le bulldozer et les déplacements de l'armée israélienne. La puissance occupante s'appuie sur la loi pour justifier ces destructions : comme Israël n'accorde pas de permis de construire, à Jérusalem-Est comme en zone C, les Palestiniens pour continuer à se loger quand la famille s'élargit, construisent malgré tout.

Tragédie et résilience des communautés bédouines.

C'est d'ailleurs une pratique courante d'Israël que d'instrumentaliser les lois. Depuis les années 1970, quand le régime israélien a doublé la superficie de Jérusalem, il a aussitôt étatisé les terres et par un tour de passe-passe dont il a le secret, les Bédouins qui vivaient là depuis 1948, après qu'ils furent expulsés du Neguev-Naqab, sont devenus, selon la loi israélienne, des « colons » vivant illégalement sur leurs terres qui appartiennent désormais à l'Etat d'Israël ; ils sont donc possiblement expulsables. Tout cela en violation du droit international qui considère Jérusalem-Est comme faisant partie des territoires occupés illégalement par Israël. Leur inquiétude est palpable notamment concernant ces nouvelles routes qui devraient les enfermer encore un peu plus.

Nous avons visité régulièrement les villages menacés de Khan El Amar, de Nabi Samuel et de Jamal el Baba. Il est prévu de visiter d'autres villages. Tous subissent l'effrayante pression des colons et de l'armée qui les protège

systematiquement, avec l'angoisse, l'insécurité, les menaces physiques et psychologiques, le vol des troupeaux, la destruction de leur habitat et des biens publics : écoles, jardin d'enfants, mosquées, citernes d'eau...

À ce triste tableau, il faut ajouter leur économie détruite. Comme les colons les empêchent de faire transhumer leurs troupeaux, ils sont obligés d'acheter très cher la nourriture pour leurs bétail. Pour trouver des subsides, ils vendent des bêtes et perdent du capital. Les femmes qui auparavant allaient vendre le lait et les fromages sur les marchés de Jérusalem ont désormais interdiction de faire rentrer dans la ville des produits alimentaires. Pour elles, double peine : perte de revenu et perte du petit peu d'autonomie qu'elles gagnaient par le produit de leur vente. Dans les villages, c'est le chômage de masse qui frappe les habitants depuis le 7 octobre puisqu'ils ne peuvent plus aller travailler en Israël. Et ils sont interdits d'aller travailler sans permis leurs champs qui sont de l'autre côté du mur ou en zone C.

« Un jour nous serons ce que nous voulons » (M.Darwich)

Dans ces communautés, nous y rencontrons des leaders impressionnants de résilience et de combattivité digne et non violente. Quel contraste entre la persécution subie, cette volonté absolue de les harceler, de les étouffer pour les forcer à quitter leur terre et cette ténacité dont ils font preuve pour s'accrocher à leur terre, quoiqu'il en coûte : le sumud comme ils l'appellent !

Dans cette situation particulièrement difficile, en l'absence de perspectives immédiates, les leaders des communautés ou de la résistance populaire veillent à créer des espaces de sécurité, à aider les jeunes à se procurer des revenus, à offrir des cartables pour que les enfants aillent à l'école, à

créer de la vie par l'art ou la musique...En résumé, créer de l'espoir. C'est aussi notre rôle d'EA de les accompagner.

Demain, nous allons commencer à rencontrer les femmes des villages mentionnés. Leur vie, dans ce contexte de violence exacerbée, est encore plus difficile. Arena, au sourire rayonnant, qui vit sur des terres menacées par la colonie d'Efrat dans la région de Bethléem, raconte ses peurs permanentes pour ses enfants. Elle se dit dans « la mâchoire du monstre ». La nuit des drones prennent des photos. Un jour qu'elle travaillait dans ses vignes, elle a été suivie par un drone muni d'une arme. Jusque dans les toilettes, ils peuvent filmer. « Nous sommes en permanence sous leur regard. Moi je veux bien vivre avec eux mais pas comme ça. Vivre en paix, avec les mêmes droits! ». Je termine par ces paroles très fortes de Attalah, un responsable du village de Jamal Al Baba: « Je n'ai rien contre les juifs. Je lutte contre l'occupation. Nous bédouins, voulons seulement vivre en paix sur notre terre. » Et de conclure, qu'il nous faut faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils appliquent des sanctions contre Israël. « Il faut stopper les plans de transfert ».

Télécharger la lettre